

Questions d'actualité dans le cadre de la niche parlementaire 2026

Octobre 2026

Jean-Daniel Lévy, Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion

Jean-Philippe Dubrulle, Directeur des études politiques et d'opinion

Antoine Gaufier, Directeur d'études au Département Politique – Opinion

Ronan Gouhenant, Chargé d'études senior au Département Politique – Opinion

Méthodologie d'enquête

P.3

1

Les principaux enseignements

P.5

2

Les résultats

P.8



Terrain

Enquête réalisée en ligne du 16 au 19 octobre 2026.



Echantillon

Échantillon de **1 067** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



Quotas

Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).



Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les chiffres en *italique* sont ceux qui apparaissent significativement au-dessus de la moyenne.

Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4

Note de lecture : dans le cas d'un échantillon de 1 000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 1,8. Il y a donc 95% de chance que le pourcentage réel soit compris entre 8,2% et 11,8% (plus ou moins 1,8 point).

Les principaux enseignements

Que retenir de cette enquête ?

La totalité des mesures testées bénéficie d'une large approbation auprès des Français, l'abrogation des amendes forfaitaires délictuelles et le moratoire sur le Canal Seine-Nord Europe étant les mesures les moins consensuelles. Dans le détail :

- **Le renforcement de la formation obligatoire des professionnels de santé et du médico-social pour mieux repérer et accompagner les victimes de VSS est largement soutenu par les Français** (93%, dont 50% *tout à fait favorables*), tout comme la prise en charge à 100% des soins liés à ces violences, sans avance de frais (89%, dont 53% *tout à fait favorables*). Toutes les mesures testées sont soutenues par l'intégralité du champ politique et en particulier les sympathisants des formations de gauche.
- **La proposition de contrôle de l'État sur les investissements étrangers dans les entreprises françaises stratégiques est également largement soutenue** (88%, dont 46% *tout à fait favorables*), et cela quel que soit le domaine desdites entreprises. Cette mesure reçoit également un soutien majoritaire auprès de l'ensemble des formations politiques.
- **Les mesures visant à garantir un accès pérenne aux jeux vidéo achetés en ligne sont soutenues par environ 8 Français sur 10** (et même 9 sympathisants insoumis sur 10).
- **Les mesures économiques proposées obtiennent également un large assentiment de la part des Français** : 77% de soutien pour l'augmentation du SMIC à 1 700€ nets par mois, 82% pour l'indexation automatique des salaires du privé sur l'inflation, 83% pour l'augmentation du minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté, 85% pour une augmentation de la contribution des très grandes entreprises pour aider les TPE et les PME à financer des hausses de salaires. Les sympathisants Insoumis et Socialistes soutiennent davantage ces mesures, qui sont par ailleurs majoritairement soutenues par les sympathisants des formations politiques de centre et de droite.
- 82% des Français sont favorables à la titularisation des AESH déjà en poste ainsi qu'à la création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B pour ces AESH, mesures davantage soutenues par les proches de La France Insoumise (92% et 90%) et du Parti socialiste (92% et 95%).

- **La mise à jour automatique de l'inscription sur les listes électorales à tout âge de la vie est une proposition largement soutenue par les Français (85%).** Le fait de permettre à une personne radiée des listes de demander sa réinscription jusqu'à dix jours avant le scrutin et la proposition d'interdiction de radiation des listes pour perte d'attache communale dans les six semaines précédant une élection sont soutenues dans une moindre mesure (respectivement 72% et 71%).
- **La proposition de loi en faveur de l'accompagnement des enfants et des jeunes en difficulté reçoit le soutien de 3 Français sur 4.** Dans le détail, 77% sont favorables au fait d'accompagner les jeunes majeurs protégés jusqu'à leurs 25 ans, 74% soutiennent la création d'un fonds pour aider le financement de l'accompagnement des jeunes majeurs par les départements et la même proportion souhaite que les jeunes suivis par la PJJ puissent être accompagnés jusqu'à leurs 25 ans.
- Le rétablissement de l'interdiction de l'acétamipride et du flupyradifurone est soutenue par près des trois quarts des Français (73%), une mesure homogène parmi les sympathisants des différentes formations politiques – à l'exception de ceux du Rassemblement National qui se trouvent légèrement en retrait.
- Enfin, parmi les mesures largement soutenues, celles concernant les pensions alimentaires sont soutenues dans les mêmes proportions que l'année dernière : plus de 8 Français sur 10 se déclarent favorables à la révision annuelle automatique des pensions alimentaires selon l'indice des prix à la consommation (84%), 7 Français sur 10 approuvent le principe d'une augmentation de l'allocation de soutien familial (74%, +2) et de la fin de la déduction fiscale pour le payeur d'une pension alimentaire (70%), deux mesures soutenues notamment par les parents célibataires (88% en faveur de l'augmentation de l'allocation de soutien familial, 80% en faveur de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions alimentaires reçues)

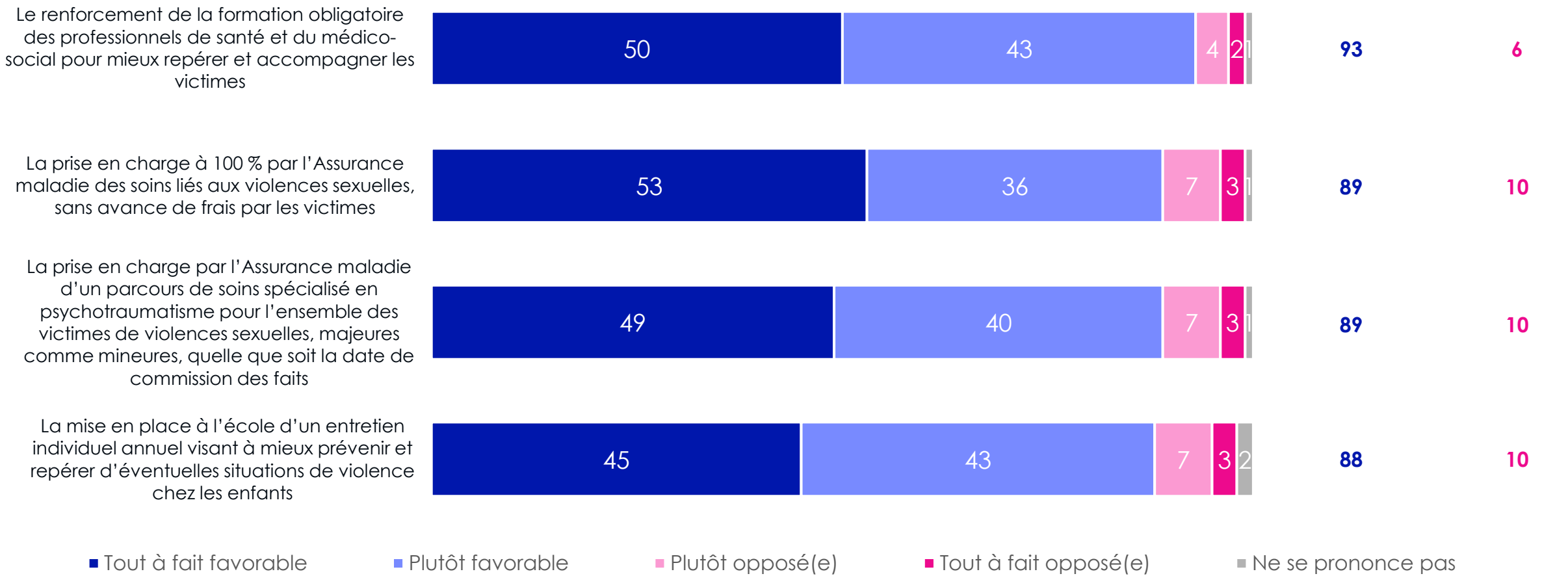
Deux mesures suscitent davantage de débats au sein des Français :

- **D'une part, 58% sont favorables à l'abrogation du dispositif des amendes forfaitaires délictuelles et leur remplacement par une procédure pénale standard.** Cette mesure est très largement soutenue par les sympathisants insoumis (79%), tandis que le soutien des autres sympathisants oscille entre 54% et 62%.
- **D'autre part, le projet de moratoire sur le Canal Seine-Nord Europe suscite de l'incertitude. Si 45% des Français sont favorables à cette proposition de moratoire après présentation des enjeux, 18% s'y opposent et 37% ne se positionnent pas, faute de connaissances sur le sujet.** Les sympathisants insoumis se prononcent majoritairement pour le moratoire (59%).

Les résultats

Près de 9 Français sur 10 se déclarent favorables aux différentes mesures testées concernant la prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles, avec près d'1 sur 2 y étant *tout à fait favorable*

79% des Français sont favorables à toutes les mesures



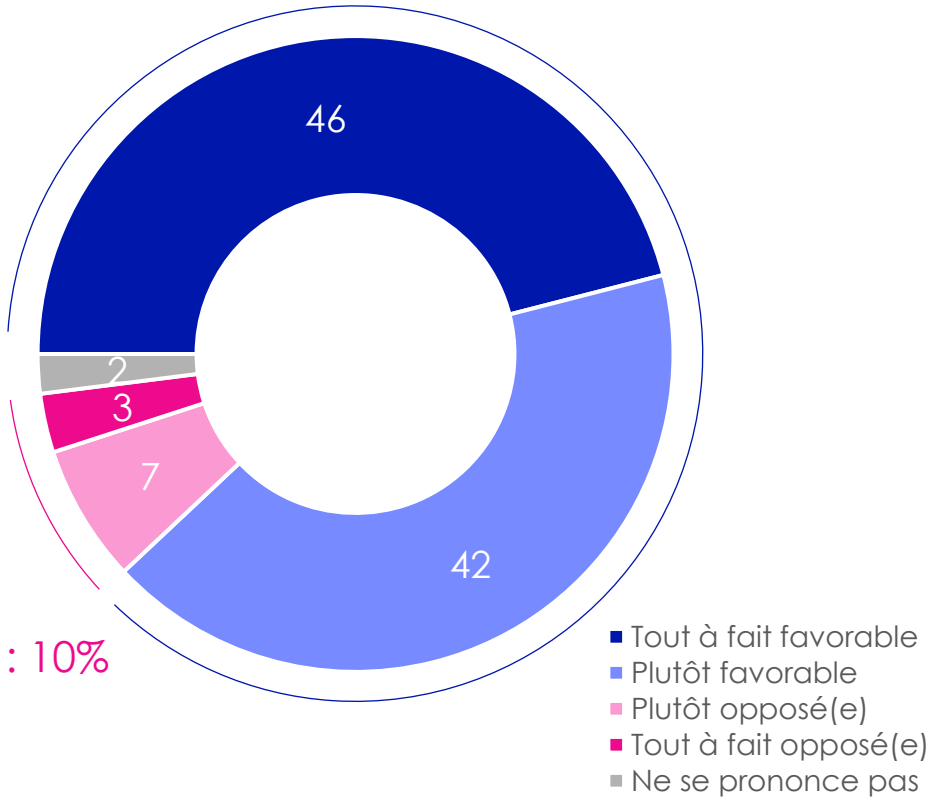
Etes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant la prise en charge par la Sécurité sociale des victimes de violences sexistes et sexuelles, selon la proximité politique

	Ensemble	Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Le renforcement de la formation obligatoire des professionnels de santé et du médico-social pour mieux repérer et accompagner les victimes	93	95	99	97	95	91	94	94
La prise en charge à 100 % par l'Assurance maladie des soins liés aux violences sexuelles, sans avance de frais par les victimes	89	95	91	93	92	85	90	89
La prise en charge par l'Assurance maladie d'un parcours de soins spécialisé en psychotraumatisme pour l'ensemble des victimes de violences sexuelles, majeures comme mineures, quelle que soit la date de commission des faits	89	93	95	98	87	93	89	92
La mise en place à l'école d'un entretien individuel annuel visant à mieux prévenir et repérer d'éventuelles situations de violence chez les enfants	88	93	95	95	85	85	86	92

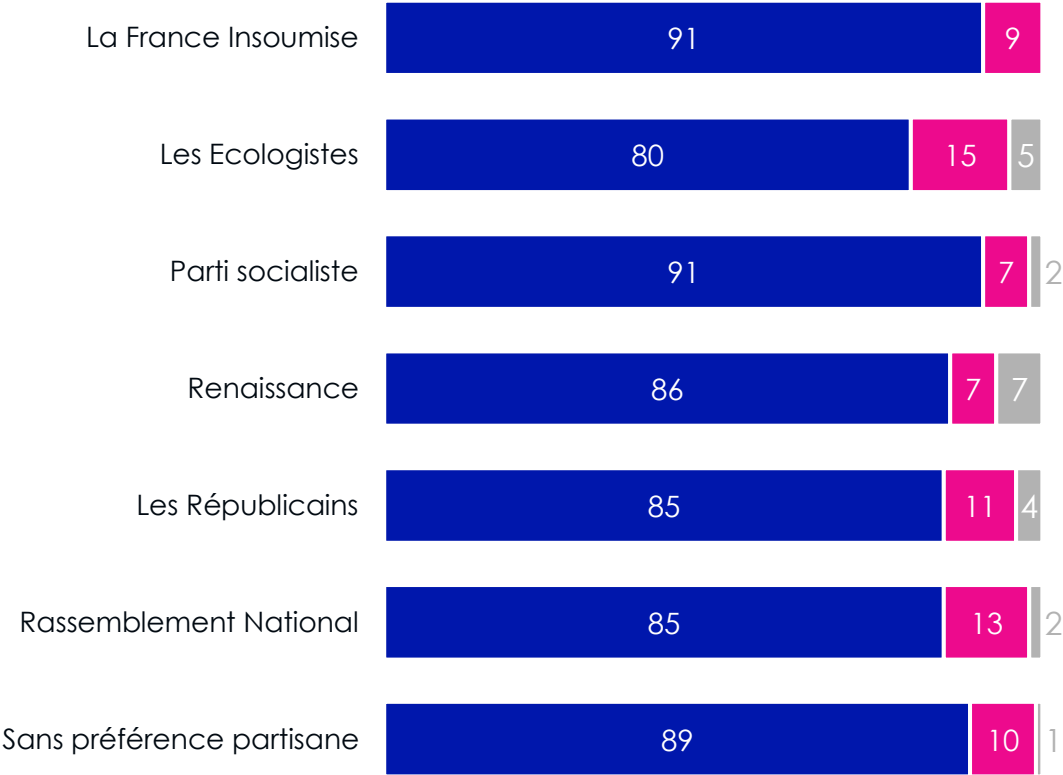
La quasi-totalité des personnes interrogées est favorable au renforcement du contrôle des investissements étrangers dans les entreprises françaises jugées stratégiques, et ce de façon homogène parmi les sympathisants des différentes formations politiques

Favorable au contrôle des investissements étrangers dans les entreprises françaises stratégiques : 88%



Opposé(e) : 10%

En % de Favorable / Opposé(e)

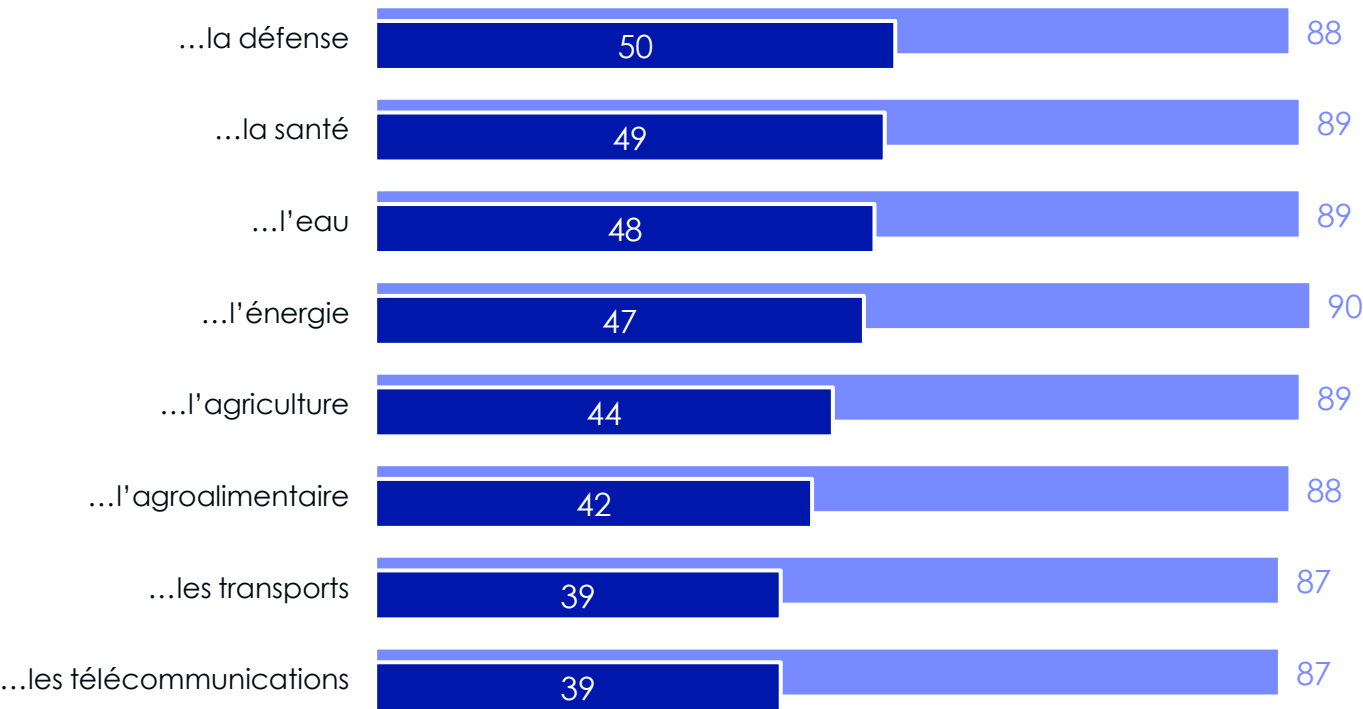


Êtes-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle de l'Etat sur les investissements étrangers dans les entreprises jugées stratégiques pour la France ?
Base : A tous, en %

Les Français se montrent très favorable dans l'ensemble au renforcement du contrôle des investissements étrangers dans l'ensemble des domaines testés, et plus encore dans les secteurs de la défense, la santé, l'eau et l'énergie



Contrôler les investissements étrangers dans les entreprises du domaine de...



En % de Tout à fait favorable / Favorable

Et plus précisément seriez-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle des investissements étrangers par l'Etat dans chacun des domaines suivants ?
Les entreprises de...
Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant le renforcement du contrôle des investissements étrangers, selon la proximité politique



Contrôler les investissements étrangers dans les entreprises du domaine de...

		Proximité politique						
	Ensemble	La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
...la défense	50	45	40	59	56	52	51	53
...la santé	49	66	49	53	53	51	49	49
...l'eau	48	56	56	53	40	52	46	49
...l'énergie	47	50	42	54	47	51	46	48
...l'agriculture	44	54	36	53	41	45	42	44
...l'agroalimentaire	42	48	51	47	31	43	42	44
...les transports	39	46	39	38	45	38	38	41
...les télécommunications	39	41	46	41	41	37	36	43

Et plus précisément seriez-vous favorable ou opposé(e) au renforcement du contrôle des investissements étrangers par l'Etat dans chacun des domaines suivants ?
Les entreprises de...

Base : A tous, en % de « **Tout à fait favorable** »

Plus de 3 Français sur 4 indiquent être en faveur de ces mesures visant à garantir que les joueurs puissent avoir un accès pérenne aux jeux vidéo qu'ils ont achetés



Favorable Opposé(e)

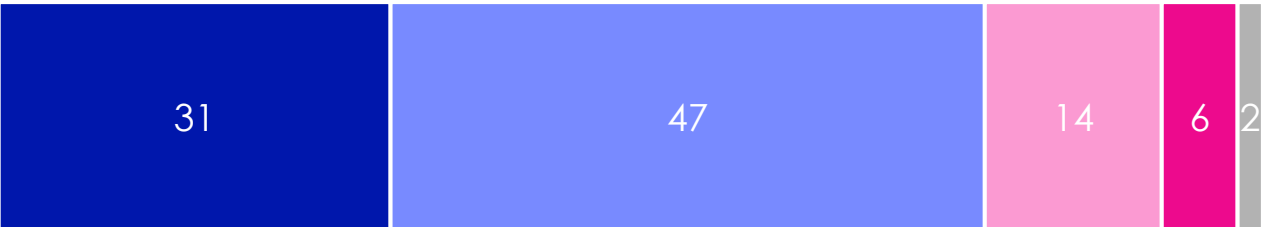
Garantir qu'une personne ayant acheté un jeu vidéo en ligne puisse continuer à y accéder, même si son éditeur arrête son exploitation commerciale



83

15

Permettre à la Bibliothèque nationale de France de conserver et remettre à disposition certains jeux vidéo devenus indisponibles



78

20

■ Tout à fait favorable ■ Plutôt favorable ■ Plutôt opposé(e) ■ Tout à fait opposé(e) ■ Ne se prononce pas

Aujourd'hui, certains jeux vidéo achetés en ligne peuvent devenir inaccessibles lorsque leur éditeur arrête leur exploitation ou ferme les services nécessaires à leur fonctionnement. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant les droits des joueurs et joueuses à la pérennité des jeux vidéo, selon la proximité politique



		Proximité politique						
Ensemble		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Garantir qu'une personne ayant acheté un jeu vidéo en ligne puisse continuer à y accéder, même si son éditeur arrête son exploitation commerciale	83	90	84	85	85	81	80	83
Permettre à la Bibliothèque nationale de France de conserver et remettre à disposition certains jeux vidéo devenus indisponibles	78	90	82	83	85	70	75	76

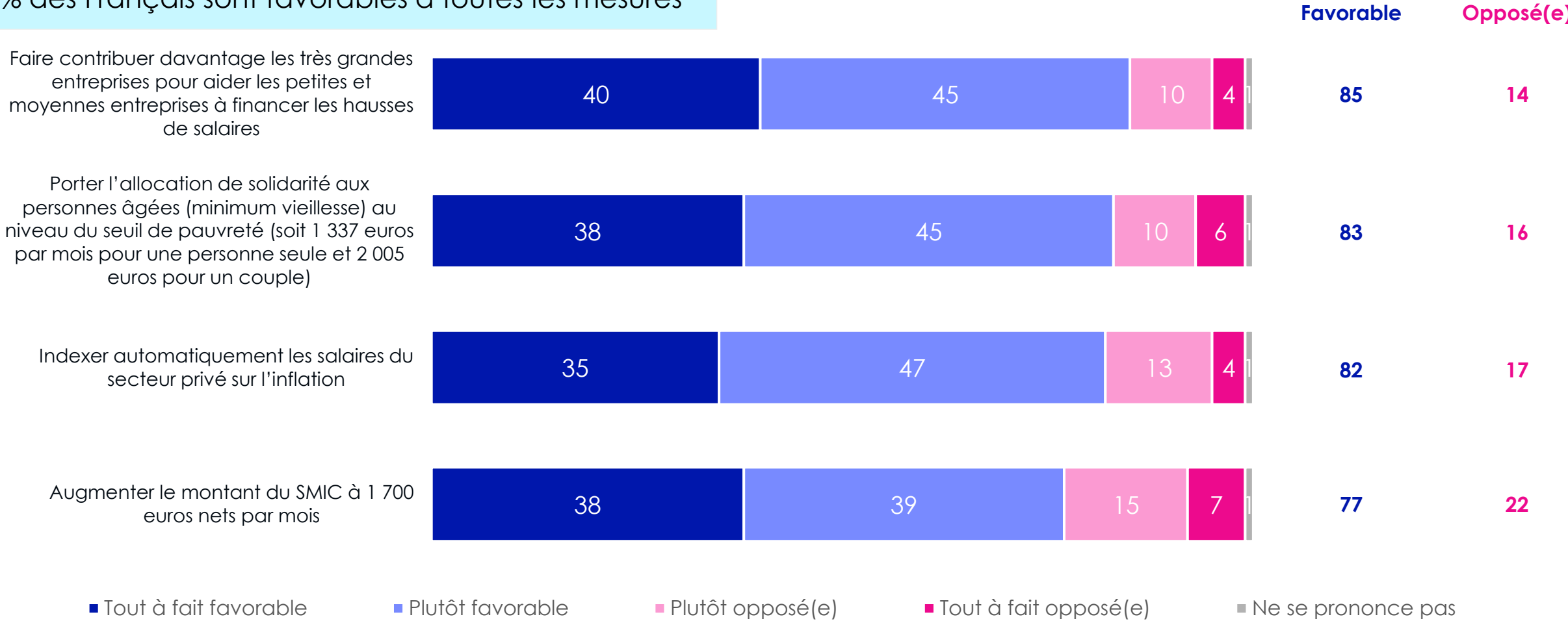
Aujourd'hui, certains jeux vidéo achetés en ligne peuvent devenir inaccessibles lorsque leur éditeur arrête leur exploitation ou ferme les services nécessaires à leur fonctionnement. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Base : A tous, en % de « Favorable »

Les mesures économiques testées recueillent le soutien de 7 à 8 Français sur 10, en particulier celle visant à faire contribuer davantage les très grandes entreprises pour aider les PME et les TPE à financer des hausses de salaires



58% des Français sont favorables à toutes les mesures



Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

La perception de différentes mesures concernant l'augmentation des salaires et des pensions, selon la proximité politique

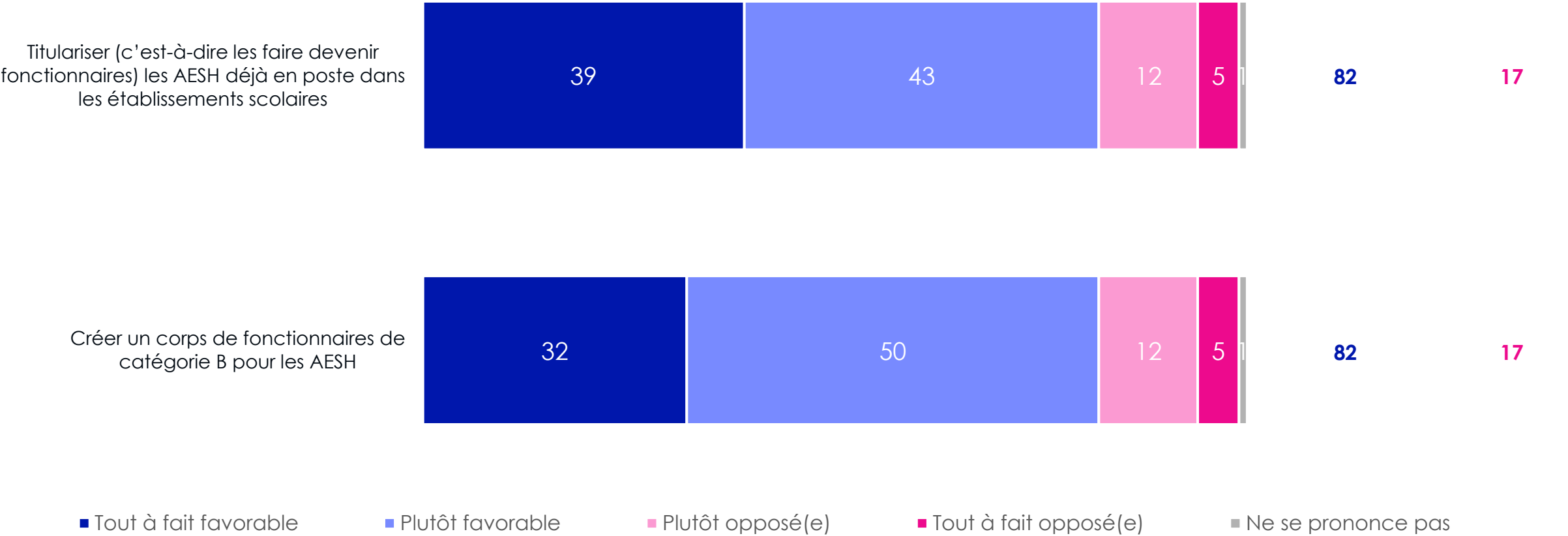


		Proximité politique						
	Ensemble	La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Augmenter le montant du SMIC à 1 700 euros nets par mois	77	96	78	87	65	74	74	76
Indexer automatiquement les salaires du secteur privé sur l'inflation	82	89	81	89	77	83	80	84
Porter l'allocation de solidarité aux personnes âgées (minimum vieillesse) au niveau du seuil de pauvreté (soit 1 337 euros par mois pour une personne seule et 2 005 euros pour un couple)	83	86	85	93	78	83	82	85
Faire contribuer davantage les très grandes entreprises pour aider les petites et moyennes entreprises à financer les hausses de salaires	85	93	88	96	80	81	82	86

Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en % de « Favorable »

Titulariser les AESH en poste et créer un corps de fonctionnaires pour ces métiers sont deux mesures soutenues par 8 Français sur 10

Favorable Opposé(e)



Les AESH sont les accompagnants d'élèves en situation de handicap. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

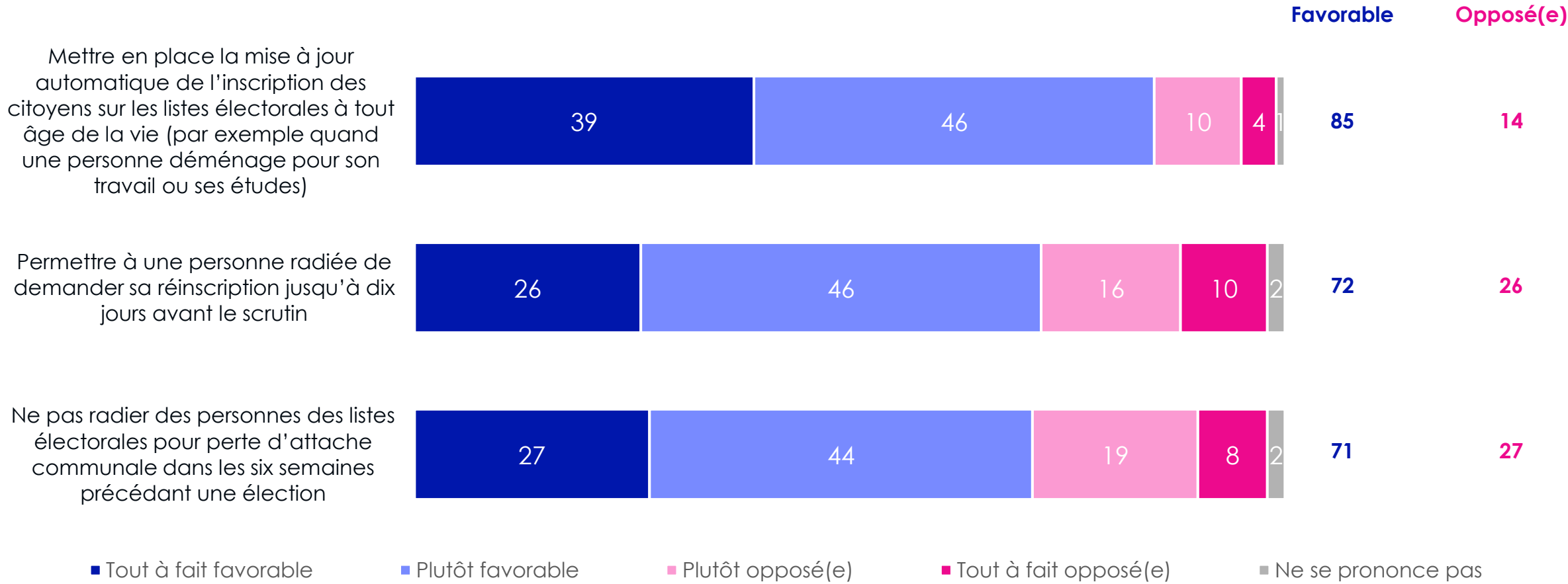
La perception de différentes mesures concernant la création d'un corps de fonctionnaire des AESH, selon la proximité politique



		Proximité politique						
		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Titulariser (c'est-à-dire les faire devenir fonctionnaires) les AESH déjà en poste dans les établissements scolaires	82	92	80	92	78	79	78	82
Créer un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH	82	90	81	95	78	77	81	80

Les AESH sont les accompagnants d'élèves en situation de handicap. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en % de « **Favorable** »

La mise à jour automatique de l'inscription sur les listes électorales est largement soutenue par les Français, tout comme les mesures visant à limiter les radiations et à permettre la réinscription sur les listes électorales en amont d'un scrutin



Aujourd'hui, une personne peut être radiée des listes électorales d'une commune si elle est considérée comme n'ayant plus d'attache suffisante avec cette commune (une personne faisant ses études dans une autre ville, une personne ayant déménagé sans avoir fait les démarches pour changer son inscription électorale...). Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

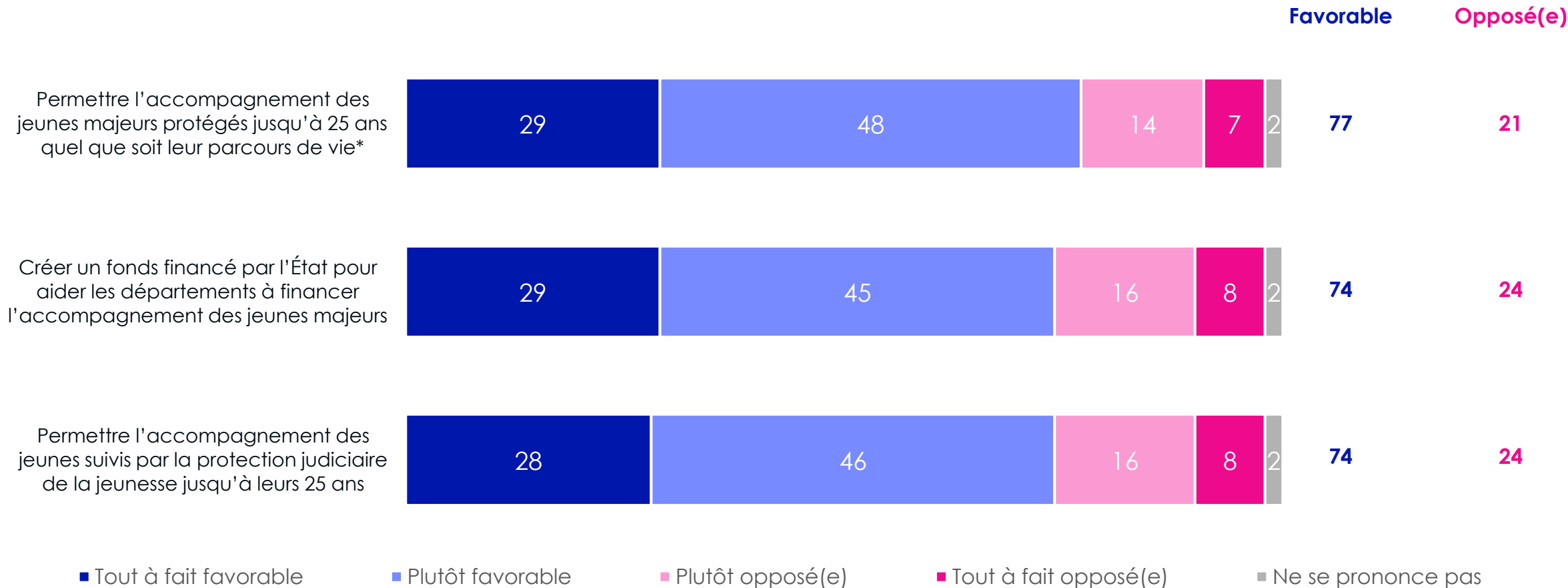
Base : A tous, en %

		Proximité politique						
Ensemble		La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Mettre en place la mise à jour automatique de l'inscription des citoyens sur les listes électorales à tout âge de la vie (par exemple quand une personne déménage pour son travail ou ses études)	85	87	79	91	94	84	82	84
Permettre à une personne radiée de demander sa réinscription jusqu'à dix jours avant le scrutin	72	77	82	76	68	65	70	76
Ne pas radier des personnes des listes électorales pour perte d'attache communale dans les six semaines précédant une élection	71	74	76	81	70	70	66	74

Aujourd'hui, une personne peut être radiée des listes électorales d'une commune si elle est considérée comme n'ayant plus d'attache suffisante avec cette commune (une personne faisant ses études dans une autre ville, une personne ayant déménagé sans avoir fait les démarches pour changer son inscription électorale...). Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Base : A tous, en % de « Favorable »

Environ 3 Français sur 4 soutiennent les mesures concernant l'accompagnement des enfants et des jeunes en difficulté et souhaitent notamment le prolongement de l'ASE et de la PJJ jusqu'à 25 ans



L'aide sociale à l'enfance (ASE) accompagne les enfants et jeunes en difficulté. La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) suit notamment des jeunes faisant l'objet de mesures judiciaires. Actuellement, ces deux dispositifs suivent les jeunes jusqu'à leurs 21 ans. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en %

*L'item entier est : « Permettre l'accompagnement des jeunes majeurs protégés jusqu'à 25 ans quel que soit leur parcours de vie (qu'ils soient issus de l'aide sociale à l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse, ou que leur vulnérabilité sur le plan familial soit repérée post majorité) »

La perception de différentes mesures concernant la protection des jeunes majeurs de l'ASE et de la PJJ, selon la proximité politique

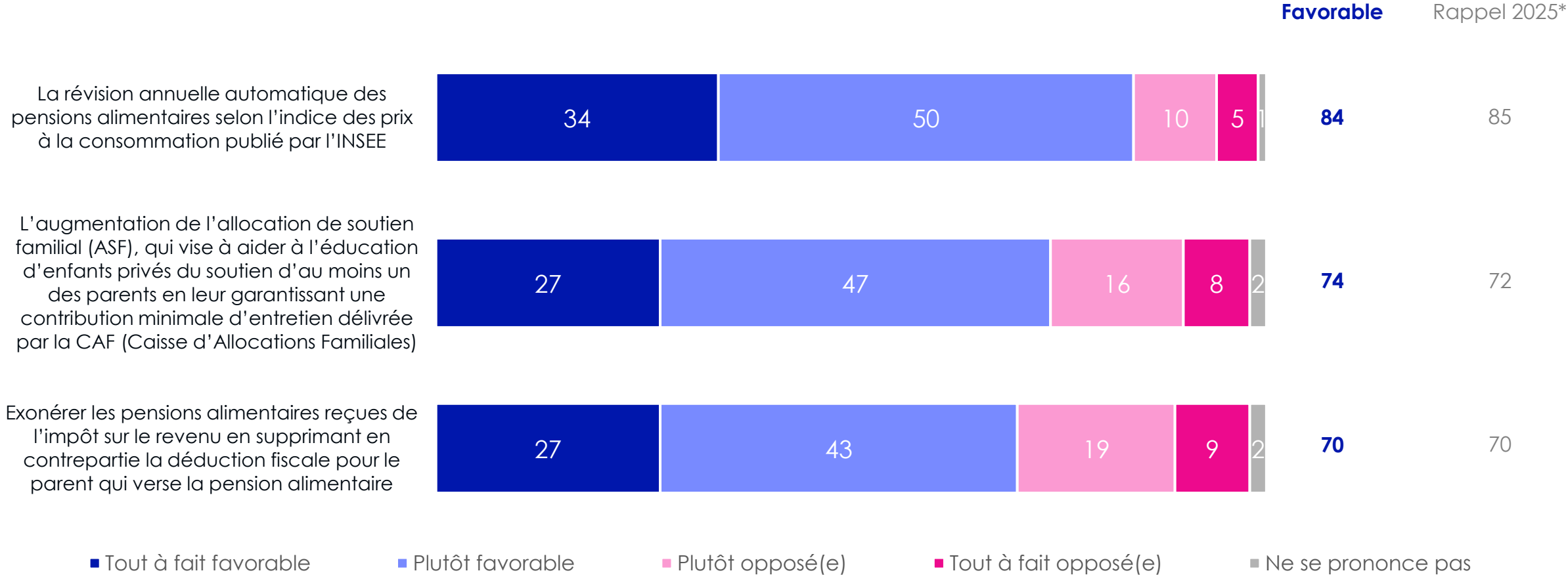


		Proximité politique						
	Ensemble	La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
Permettre l'accompagnement des jeunes majeurs protégés jusqu'à 25 ans quel que soit leur parcours de vie*	77	92	72	89	78	72	75	75
Créer un fonds financé par l'État pour aider les départements à financer l'accompagnement des jeunes majeurs	74	95	82	82	67	63	68	70
Permettre l'accompagnement des jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse jusqu'à leurs 25 ans	74	80	76	90	80	67	70	73

L'aide sociale à l'enfance (ASE) accompagne les enfants et jeunes en difficulté. La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) suit notamment des jeunes faisant l'objet de mesures judiciaires. Actuellement, ces deux dispositifs suivent les jeunes jusqu'à leurs 21 ans. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?
Base : A tous, en % de « Favorable »

*L'item entier est : « Permettre l'accompagnement des jeunes majeurs protégés jusqu'à 25 ans quel que soit leur parcours de vie (qu'ils soient issus de l'aide sociale à l'enfance, de la protection judiciaire de la jeunesse, ou que leur vulnérabilité sur le plan familial soit repérée post majorité) »

Plus de 8 Français sur 10 se montrent favorables à la révision annuelle automatique des pensions alimentaires et 7 sur 10 favorables à l'augmentation de l'allocation de soutien familial et à la fin de la déduction fiscale pour le payeur d'une pension alimentaire



Aujourd'hui, les pensions alimentaires versées au parent qui a la garde des enfants sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que le versement de cette pension alimentaire par le parent « non-gardien » bénéficie de la possibilité de déduire ce montant de l'impôt sur le revenu. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Base : A tous, en %

Rappels issus de l'étude « Niche parlementaire 2025 » réalisée en ligne pour LFI, du 10 au 12 novembre 2025, auprès d'un échantillon de 1 173 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La perception de différentes mesures concernant les pensions alimentaires, selon la proximité politique



		Proximité politique						
	Ensemble	La France Insoumise	Les Ecologistes	Parti socialiste	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement National	Sans préférence partisane
La révision annuelle automatique des pensions alimentaires selon l'indice des prix à la consommation publié par l'INSEE	84	84	83	95	88	83	84	83
L'augmentation de l'allocation de soutien familial (ASF), qui vise à aider à l'éducation d'enfants privés du soutien d'au moins un des parents en leur garantissant une contribution minimale d'entretien délivrée par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales)	74	90	79	92	76	68	68	72
Exonérer les pensions alimentaires reçues de l'impôt sur le revenu en supprimant en contrepartie la déduction fiscale pour le parent qui verse la pension alimentaire	70	76	62	75	73	71	72	66

Aujourd'hui, les pensions alimentaires versées au parent qui a la garde des enfants sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que le versement de cette pension alimentaire par le parent « non-gardien » bénéficie de la possibilité de déduire ce montant de l'impôt sur le revenu. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Base : A tous, en % de « Favorable »

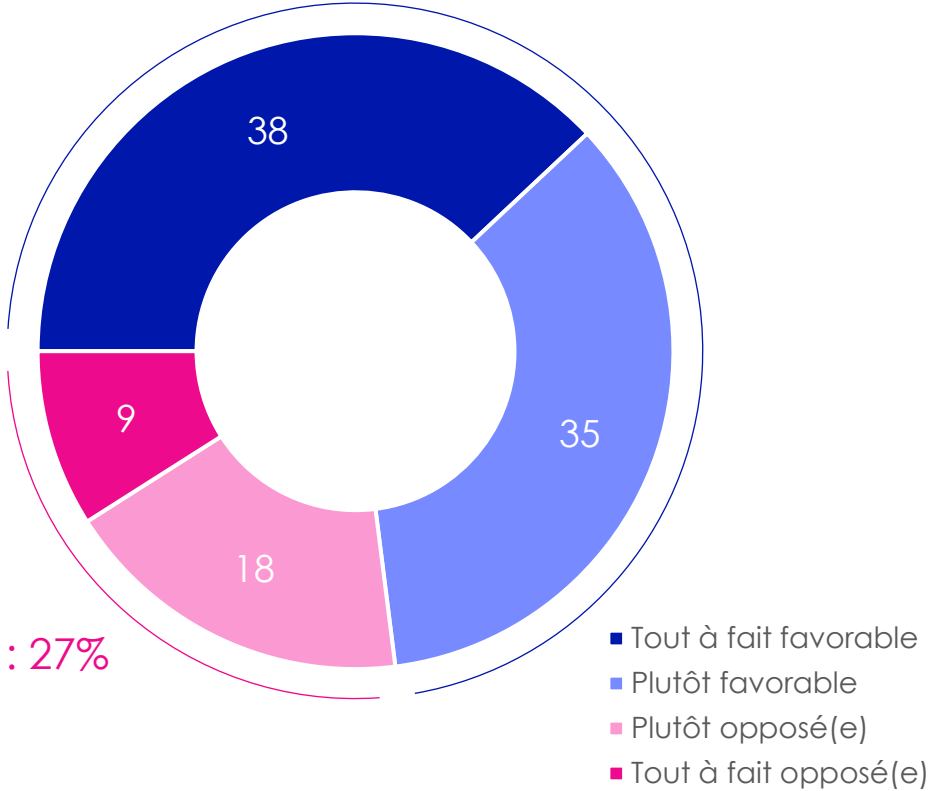
	Ensemble	Situation parentale			
		Seul(e) sans enfant	Seul(e) avec enfant(s)	En couple sans enfant	En couple avec enfant(s)
La révision annuelle automatique des pensions alimentaires selon l'indice des prix à la consommation publié par l'INSEE	84	83	89	87	83
L'augmentation de l'allocation de soutien familial (ASF), qui vise à aider à l'éducation d'enfants privés du soutien d'au moins un des parents en leur garantissant une contribution minimale d'entretien délivrée par la CAF (Caisse d'Allocations Familiales)	74	75	88	68	76
Exonérer les pensions alimentaires reçues de l'impôt sur le revenu en supprimant en contrepartie la déduction fiscale pour le parent qui verse la pension alimentaire	70	69	80	64	77

Aujourd'hui, les pensions alimentaires versées au parent qui a la garde des enfants sont assujetties à l'impôt sur le revenu, tandis que le versement de cette pension alimentaire par le parent « non-gardien » bénéficie de la possibilité de déduire ce montant de l'impôt sur le revenu. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

Base : A tous, en % de « **Favorable** »

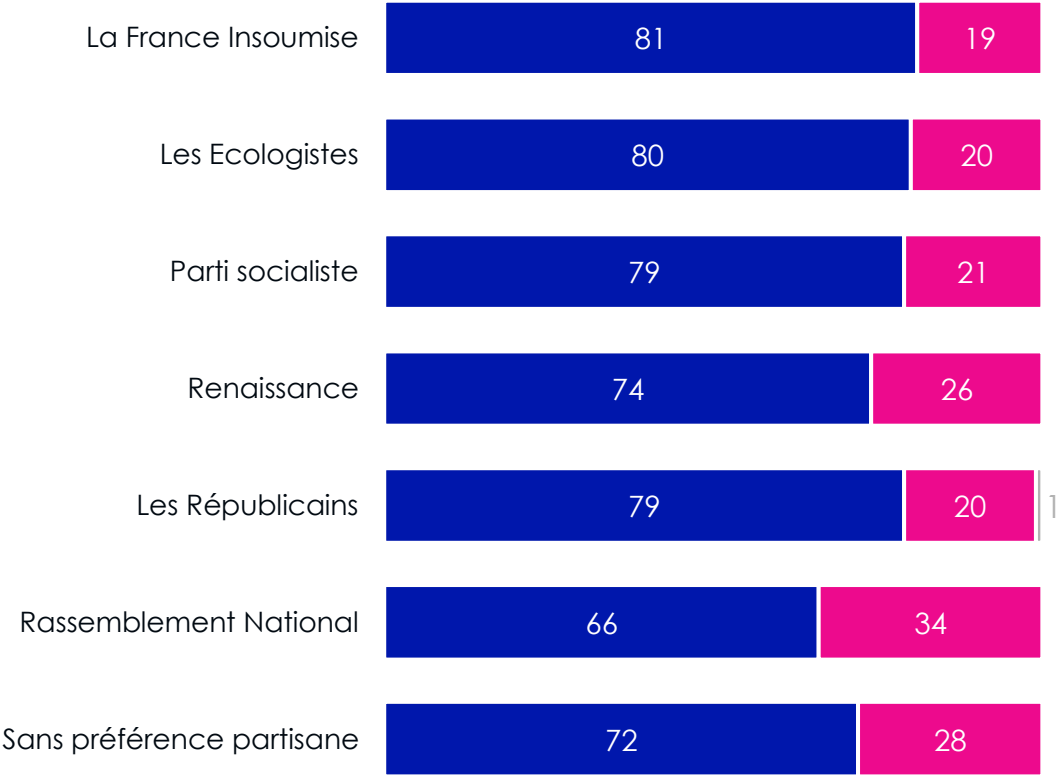
Le rétablissement de l'interdiction de l'acétamipride et du flupyradifurone est soutenu par près des trois quarts des Français, une mesure homogène parmi les sympathisants des différentes formations politiques – à l'exception de ceux du Rassemblement National qui se trouvent légèrement en retrait

Favorable au rétablissement de l'interdiction de l'acétamipride et du flupyradifurone : 73%



Opposé(e) : 27%

En % de Favorable / Opposé(e)

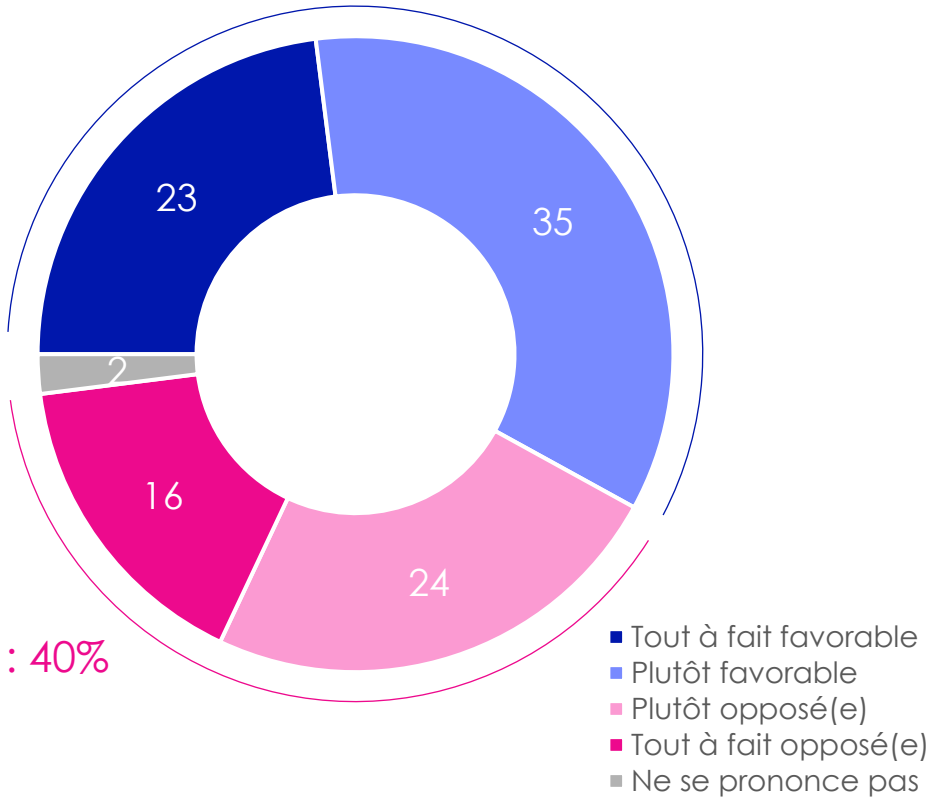


En 2026, l'usage de deux pesticides, l'acétamipride et le flupyradifurone, a de nouveau été autorisé pour certaines cultures agricoles (noisettes, cerises, pommes, betterave à sucre). Seriez-vous favorable ou opposé(e) à ce que l'acétamipride et le flupyradifurone soient de nouveau interdits ?

Base : A tous, en %

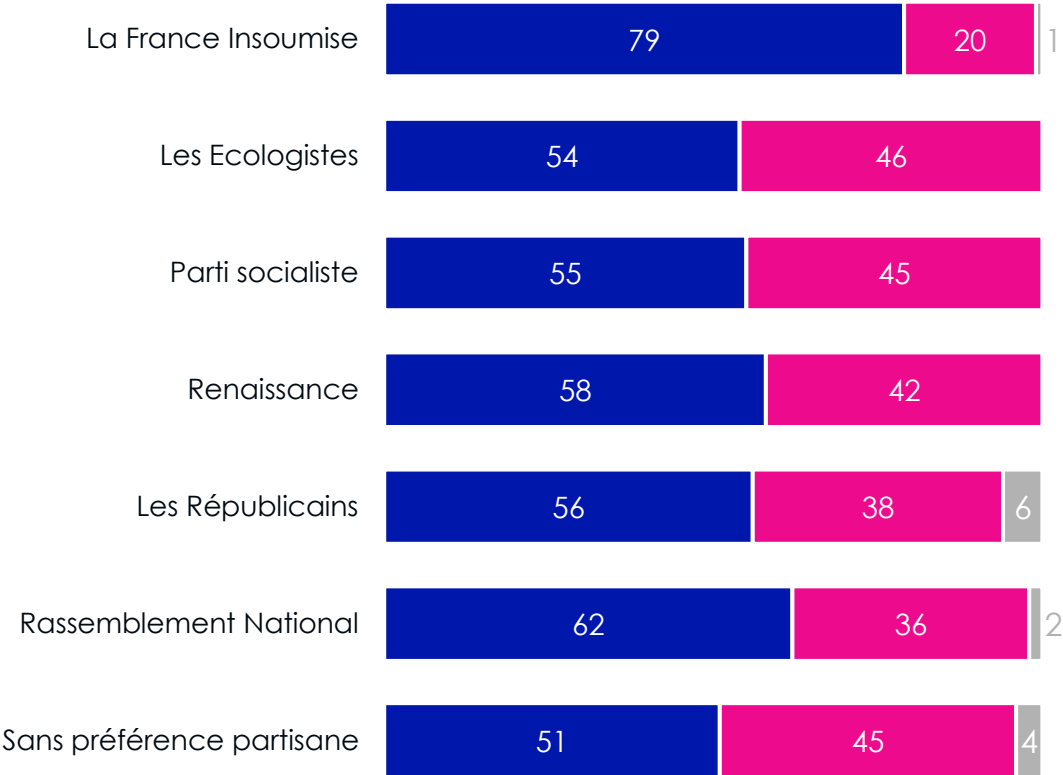
La proposition d'abrogation des amendes forfaitaires délictuelles et son remplacement par une procédure pénale standard obtient le soutien d'une majorité de Français, et est largement soutenue par les sympathisants insoumis

Favorable à l'abrogation des amendes forfaitaires délictuelles : 58%



Opposé(e) : 40%

En % de Favorable / Opposé(e)

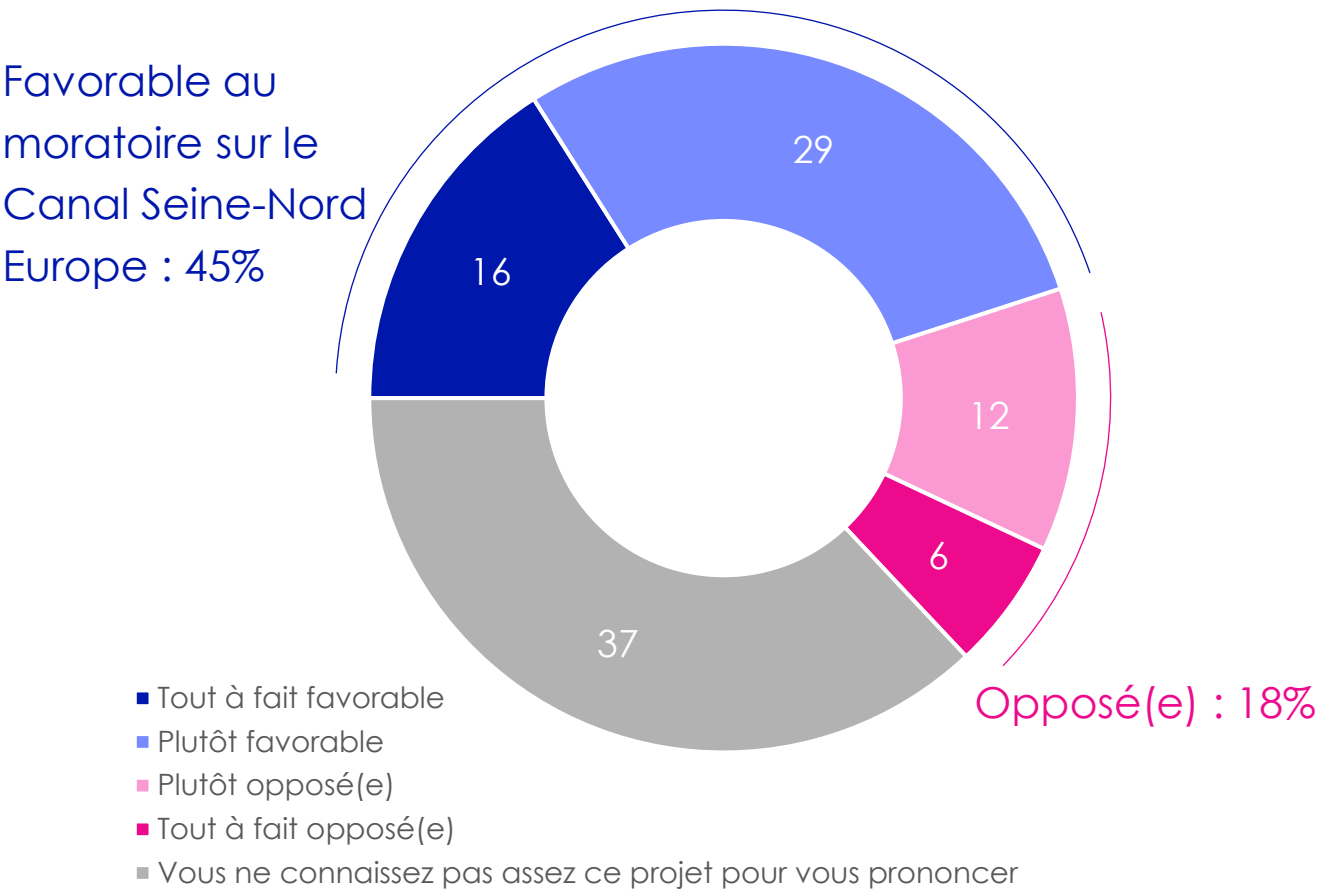


Aujourd'hui, certains délits peuvent être sanctionnés par une amende forfaitaire délictuelle, c'est-à-dire une amende décidée directement par les membres des forces de l'ordre (policier, gendarme) sans procès immédiat devant un juge. Seriez-vous favorable ou opposé(e) à l'abrogation (c'est-à-dire la suppression) du dispositif des amendes forfaitaires délictuelles, c'est-à-dire que l'ensemble des délits seraient concernés par une procédure pénale standard (en passant devant un tribunal correctionnel) ?

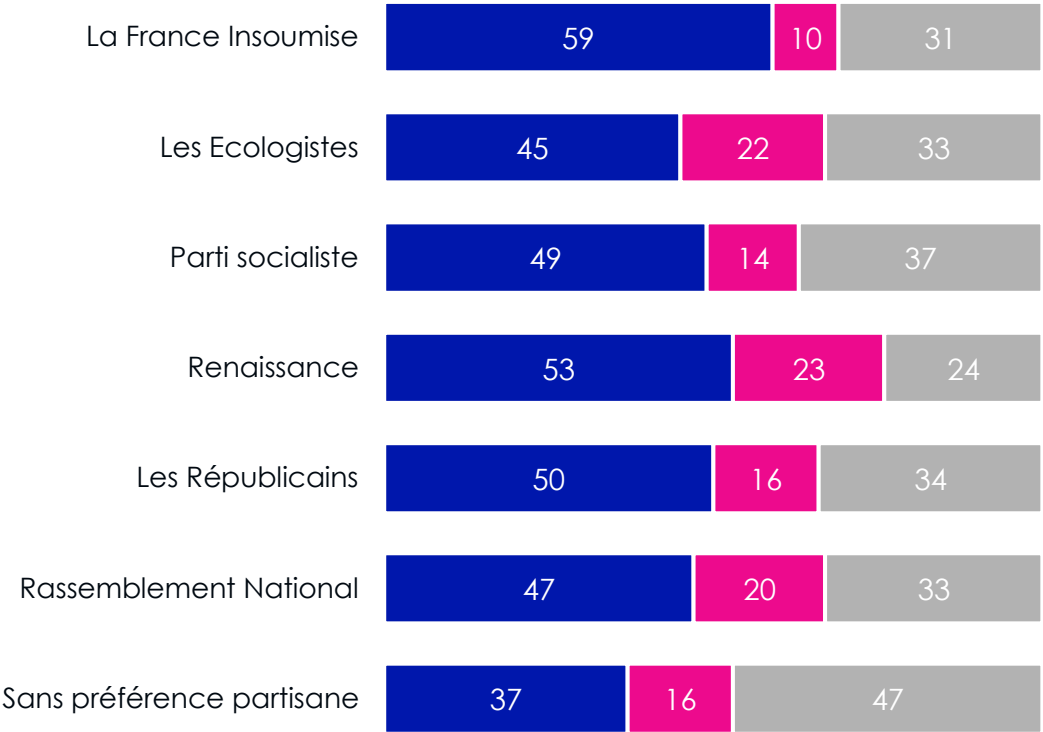
Base : A tous, en %

Le moratoire de dix ans sur la réalisation du Canal Seine-Nord Europe est soutenu par près de la moitié des Français et en particulier par les sympathisants insoumis. Toutefois, plus d'un tiers des Français ne se positionnent pas par manque de connaissance sur le sujet

Favorable au moratoire sur le Canal Seine-Nord Europe : 45%



En % de Favorable / Opposé(e)



Le Canal Seine-Nord Europe est un projet de grand canal fluvial d'une longueur de 107 km à travers les départements de l'Oise, de la Somme et du Nord, destiné à relier le bassin de la Seine au réseau fluvial du nord de l'Europe. Les parties prenantes du projet mettent en avant ses apports en matière d'économie, de maîtrise de l'eau et d'écologie tandis que celui-ci est contesté par divers acteurs pour son coût, les risques pour l'écosystème local et la préexistence d'un autre canal. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à l'instauration d'un moratoire de dix années sur la réalisation du Canal Seine-Nord Europe et de ses aménagements associés, c'est-à-dire la suspension de ce projet durant 10 ans ?

Base : A tous, en %



Contacts Toluna – Harris Interactive en France :

Jean-Daniel Lévy

Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion
jdlevy@toluna.com

Jean-Philippe Dubrulle

Directeur des études politiques et d'opinion
jphilippe.dubrulle@toluna.com

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

Copyright © Toluna

All rights reserved. Nothing from this report is allowed to be multiplied, to be stored in an automated file, or to be made public electronically, mechanical, by photocopies, recording or any other manner, without written consent of Toluna.